



La révolte des étudiants de l'université d'État d'Haïti

Par [Yves Jean](#)

Mondialisation.ca, 16 juin 2009

16 juin 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#)

Le jeudi 4 juin 2009, les étudiants conjointement avec la population pauvre ont manifesté dans les rues de Port-au-Prince afin d'exiger sans condition la publication de la loi augmentant le salaire minimum. Cette loi est votée il y a plus d'un mois. Mais la classe patronale entre en combine avec le président en vue d'empêcher sa publication et en même temps étouffer l'augmentation du salaire qui sort de moins de deux dollars américains à cinq dollars américains. Ce qui représente encore une main d'œuvre gratuite.

Cette révolte des étudiants qui a mis en branle ces jours-ci beaucoup de gens venant de la population pauvre dans les rues de Port-au-Prince est à la base de plusieurs revendications, telles que : l'augmentation du salaire minimum défendue par les étudiants en faveur des ouvriers ; la réforme de l'université d'état d'Haïti (UEH) ; le départ des troupes de la MINUSTHA. Cependant, ces principales revendications dont charrient les étudiants mettent en cause le pouvoir exécutif et le rectorat que ces derniers doivent apporter une réponse claire et immédiate dans les jours suivants ou bien mater ce mouvement comme a déjà indiqué le chef de la sécurité publique Luc Eucher Joseph le mercredi 11 juin dernier. Entre autre, sa déclaration nous rappelle le temps des tontons macoutes de Duvalier et de l'armée d'Haïti, et ne fait pas peur aux étudiants qui continuent à manifester pour exiger le départ de plusieurs doyens, dont celui de la faculté de médecine en l'occurrence. Ces doyens, en complicité avec le rectorat décident d'éliminer un certain nombre de cours au préjudice de la formation des étudiants ; ensuite ils décident de fermer les bibliothèques, prennent des mesures discriminatoires qui visent à interdire aux élèves de lycées tous issus de milieux très pauvres, aux handicapés de participer au concours d'admission leur permettant d'entrer à la dite université.

Dans une harmonie la plus parfaite, le gouvernement, la presse bourgeoise, la bourgeoisie, la police, tous ont reproché les étudiants pour avoir revendiqué la publication de la loi augmentant le salaire minimum, et leur affiliation à la classe ouvrière. Puisque les étudiants clament haut et fort que leurs parents sont des ouvriers et sont du même coup traités comme des bêtes de sommes dans les factories. Les conditions dans lesquelles ils sont forcés de travailler pour fructifier le capital les déshumanisent sans cesse. Pas d'eau, pas de toilette pas assurance de travail et maladie etc. Privés de tous, cette bataille il faut la faire en vue de les libérer des chaînes de l'exploitation atroce du capital.

Ce qui est important à signaler, est la lutte en faveur de la classe ouvrière menée par les étudiants en collaboration avec les organisations populaires telles que ROZO, MODEP, CREYOLISM, STAYA, TET KOLE TI PEYZAN, ANTEN OUVRIYE et BATAY OUVRYE. Celles-ci ont vite compris qu'elles ont sûrement un rôle à jouer dans une pareille situation, soit en aidant

les étudiants à aller jusqu'au bout de leurs revendications, soit les aider à transformer cette situation en situation révolutionnaire. Ces deux grands objectifs fixés nécessitent un vrai parti révolutionnaire avec une théorie et des perspectives bien claires pour l'ensemble des masses pauvres, comme nous a enseigné l'histoire pendant les cent dernières années. A titre d'exemple, on peut citer la révolution cubaine pour plus près de nous. Mais, ces organisations, ont-elles ce pragmatisme révolutionnaire que recherche tout mouvement pour bien arriver à son terme ?

Il faut signaler que ce mouvement n'a pas commencé le jeudi 4 juin. Déjà, les étudiants de la faculté des sciences humaines ont bloqué les rues environnantes de la dite faculté, ont élevé des barricades à feu et à flamme, ont lancé des pierres pour riposter aux attaques de la police et de la MINUSTAH qui tiraient à hauteur d'homme et les bombardaient des gaz lacrymogènes très nocifs. Même, le plus grand hospitalier du pays communément appelé hôpital général où (HUEH) n'a été épargné et une église avoisinante de la faculté des sciences humaines en pleine séance de prière avec des centaines de fideles a été victime aussi et bien arrosée de gaz. Ce jour là, personne n'était épargné : les malades se sont évanouis, docteurs, malades, employés et maisons résidentielles tous ont été victimes de cette répression dont certains ont appelé la barbarie, la forme la plus cruelle adoptée par la police afin de tirer sur la population au profit de la classe patronale qui décide à tout prix de sacrifier les ouvriers dans les factories pour un salaire de moins de un dollar américain. La zone environnante des facultés d'état était transformée en un véritable champs de bataille. La situation était mouvementée ; la police, la MINUSTAH ont occupé les rues où se trouvent logées les facultés qui constituent l'Université d'État d'Haïti. Malgré tout, cela n'empêche pas que les étudiants sont dans les rues accompagnés de la population pauvre réclamant l'augmentation du salaire minimum. Trente quatre étudiants ont été arrêtés, un a pris une balle à la tête ; heureusement il est hors de danger.

. Donc, le bilan était lourd en terme de répression policière. A part les étudiants, d'autres personnes à l'intérieur de la population ont été arrêtées, et chaque jour la liste des victimes continue à s'allonger. On a retrouvé un étudiant dénommé Emmanuel Jean François couvert de sang dans la morgue de la HUEH et les circonstances qui entourent sa mort sont élucidées de manière contradictoire par le porte-parole de la police. Il est brut que certains professeurs comme Josué MERILIEN de l'UNOH (Union Nationale des Normaliens haïtiens), Anil LOUIS JUSTE, professeur à l'Université d'État d'Haïti ; un militant très connu du nom de Dieusel CIVIL (alias Ti marxiste) et plusieurs étudiants avant gardiste.

La révolte des étudiants nous apprend beaucoup de leçons extrêmement intéressantes. Elle ouvre de nouveaux horizons, de nouvelles portes, de nouvelles perspectives de luttes fondamentales pour l'avancement du combat populaire. Car il s'agit d'un mouvement étudiant, mais qui charrie certaines revendications des masses populaires. Pour le moment, le plus visible reste l'augmentation du salaire minimum. Ensuite le départ des doyens à la tête des facultés et en dernier la désoccupation du pays par la MINUSTAH C'est un mouvement unique qui embrasse les revendications de la classe populaire qui lutte pour le respect de ses droits bafoués, humiliés par les exploiters.

Les étudiants en grande partie ainsi que les ouvriers qui travaillent pour un salaire de misère sont tous appartenus à une seule classe qui s'appelle la classe populaire, celle des opprimés considérés par les riches comme des sans souliers victimes de la misère, privés de logements. Ce qui permet de comprendre facilement pourquoi les étudiants fils et filles des ouvriers ont senti la nécessité de rejoindre les ouvriers et dégager des liens logiques qui existent entre eux.

Cette bataille est aussi celle des paysans pauvres sans terre qui ont toujours été humiliés, exclus par ceux-là même qui exploitent les ouvriers dans les factories, qui envoient la police, la MINUSTAH tirer sur nos frères et sœurs ; nos fils et filles à l'université. Ce sont toujours les mêmes qui volent les terres que nos ancêtres nous ont légué. Tout ceci veut dire clairement que les étudiants, les ouvriers doivent s'unir à travers un parti, qui servira comme organe de combat dans le but d'affronter l'État bourgeois et la classe patronale. Tel devrait être le rôle des organisations qui militent au côté des masses pauvres.

Les petits marchands et marchandes, les chômeurs, les élèves de lycée et collèges ne doivent pas rester indifférents face à cette bataille de classe. Car eux aussi ils sont tous des victimes. Remarquer bien que les doyens et le rectorat de l'université d'état ont commencé à prendre des mesures discriminatoires pour interdire aux lycéens, aux fils et filles de paysans, aux handicapés de participer au concours pour entrer à la dite université. Ils sont déjà les victimes de ces mesures discriminatoires qui renforcent encore plus l'incertitude de leur avenir.

Comme il a été prévu l'appel a été lancé à la mobilisation générale à travers tout le pays, Il semble que tout le pays est sur le point de répondre par la positive, car au moment où nous parlons la ville des Gonaïves et Petit goâve commencent à s'agiter pour apporter leur soutien au combat des étudiants et qui dirait même, affronter le capital bourgeois et dire aux gaspilleurs qu'ils font trop, c'en est assez. Les étudiants donnent l'impression qu'ils préfèrent mourir libre au lieu de continuer à vivre dans cette situation inhumaine et de voir leurs pères et mères de famille toucher ce salaire de misère. La preuve qu'ils donnent, est lorsqu'ils s'étaient rendus au parquet de Port-au-Prince pour exiger la libération de leurs camarades étudiants arrêtés. Pour ce faire, ils se sont couchés devant le parquet à même le sol attendant que le MINUSTAH et la police viennent les tirer dessus.

Ce mouvement vaut la peine d'être encouragé par les organisations révolutionnaires. Comparativement avec celui de 2004 qui avait destitué le régime d'Aristide, on peut dire qu'il est plus riche en terme de progrès et de qualité ; dans la mesure où il comporte une orientation de classe qui ne vise pas seulement le départ d'un chef d'État, mais la remise en question de l'exploitation de la classe patronale sur les pauvres emprisonnés dans les factories. C'est ce qui explique que dans cette bataille la presse au lieu de faire jaillir la vérité sur la barbarie de la police choisit de faire silence, de mentir en disant que les étudiants sont casseurs et des briseurs. Donc la répression policière semble être justifiée On n'a pas vu et entendu la classe politique traditionnelle qui se baigne dans la corruption avec la bourgeoisie ainsi qu'avec le gouvernement au préjudice des pauvres ; le parlement également bien que ait voté la loi n'a pas dénoncé les étudiants qui ont été arrêtés injustement(cependant ils le font dans le cadre de l'arrestation de maitre Févry accusé d'escro, un des anciens barons du régime de la dictature des Duvalier), plusieurs groupes qui se réclament socialistes révolutionnaires se font cacher sous leur lit pour ne pas prendre position, ce qui traduit leur appui à la repression policière et la MINUSTAH . Nous pensons que les étudiants auront à tirer des leçons et voient ceux qui sont avec eux et ceux qui sont contre eux.

La population pauvre et les étudiants ne peuvent pas continuer à payer des taxes qui financent la répression policière et la MINUSTAH ; c'est avec ce même argent dont on se sert pour payer des dirigeants et des parlementaires corrompus. On constate avec beaucoup de tristesse combien ils nous ont traité avec beaucoup de mépris et d'humiliation. Nous avons pris note de la position maladroite de nos parlementaires qui disent qu'ils vont proposer au gouvernement de prendre des mesures compensatoires toujours et encore en

faveur de la bourgeoisie, s'il arrive à voter le salaire minimum de 200 gourdes. Cette bataille n'est pas mince, c'est pourquoi il faut bien réfléchir afin de la radicaliser sur la base des stratégies fiables et bien réfléchies.

Les stratégies à mettre en place pour continuer et amplifier la bataille jusqu'à la victoire finale ne doivent pas uniquement viser le départ des doyens à la tête de certaines facultés ainsi que l'augmentation du salaire minimum ; mais aussi élaborer un projet dans le but de supprimer l'Etat bourgeois pour le remplacer par un Etat socialiste révolutionnaire qui prendra les mesures que nous allons citer plus bas.

Cependant il faut reconnaître qu'il y a des revendications immédiates qui demandent des réponses immédiates. Nous voulons parler de l'augmentation du salaire minimum et le départ des doyens qui cherchent à affaiblir l'université de l'état jusqu'à ce qu'elle soit fermée et privatisée. Ces décisions maladroites visent à empêcher aux filles et fils des pauvres qui se trouvent dans les lycées de ne pas avoir accès à la dite université.

Il est clair que la réponse fondamentale à ces revendications ne peut pas être apportée dans le cadre de cet État bourgeois corrompu. En ce sens il faut dès maintenant structurer et organiser la bataille afin qu'elle soit sous le contrôle d'une direction révolutionnaire. Le rôle de celle-ci doit être au cœur des événements, cherche à les comprendre, expliquer, c'est-à-dire élaborer un cahier de revendication dont la satisfaction sera assurée par la suppression des politiques néolibérales et la disparition de l'État capitaliste qui se met au service de la bourgeoisie.

Tout cela passe par un État révolutionnaire socialiste qui transformera cette vieille société par une autre de type socialiste. Ce dernier ne sera pas dominé par le capital bourgeois, mais par la planification d'un État révolutionnaire contrôlé et dominé par le peuple autrement dit, un État qui ne restera pas dans les limites de la bureaucratie, et que les décisions, les priorités seront définies à travers les différents secteurs organisés dans les classes populaires suivant leurs besoins.

Il faudrait tirer les leçons de notre passé historique qui a toujours été caractérisé par le pillage colonial, la domination et la répression économique et politique de la part des pays riches, le drainage de nos ressources vers les puissances impérialistes au moyen du commerce contrôlé par une minorité de bourgeois en complicité avec les classes dirigeante, et par le paiement d'une dette odieuse et injuste. Voilà en gros les racines de la mobilisation et qui expliquent la pauvreté des étudiants et du peuple en lutte. Tout cela est arrivé également par la faute d'un État bourgeois laquais des puissances capitalistes. D'où la nécessité de mettre sous le contrôle populaire organisé tous les facteurs de production : terres, usines, industries. Le commerce international doit être l'affaire de l'État

Cette révolte à notre avis doit être considérée comme la révolte de l'avenir. Il s'agit d'un mouvement par lequel les étudiants, les pauvres exploités, humiliés, exclus viennent passer au crible, poser des questions aux fils et filles, mesdames et messieurs de la colonie qui se laissent croire que toutes les terres, les richesses du pays sont les leurs. Ce mouvement témoigne de grands espoirs pour les pauvres, pour le pays, tous ceux qui sont considérés comme des sans souliers.

Nous pensons que la population pauvre et les étudiants ont suffisamment de maturité pour comprendre et expliquer la situation de pauvreté dans laquelle ils végètent. C'est un mouvement qui rejoint rapidement l'adhésion de la population qui se manifeste

conjointement avec les étudiants. Pour isoler les étudiants, le gouvernement a menti en les qualifiant comme étant ceux qui se laissent manipuler par des perturbateurs qui soulèvent la population contre l'ordre établi. Nous voulons faire savoir aux dirigeants que la population, les étudiants ne sont pas ce qu'ils pensent ; le bas peuple haïtien n'est pas un laquais comme eux-mêmes ils le sont ; le bas peuple n'est pas un laquais de la bourgeoisie, ni de la classe patronale, ni également des puissances impérialistes comme eux mêmes ils le sont. Nous ne sommes pas une télévision qui marche à remote contrôle. Ce sont eux qui le sont. Nous sommes un peuple rebelle qui sait comment identifier ses ennemis de classe responsables de sa misère ; et que notre conscience de classe nous porte à chercher les voies et moyens de s'en libérer

Nous pensons que les étudiants et la population pauvre qui luttent dans l'université et dans tout le pays ne sont pas les seules dans cette bataille tant sur le plan national qu'international. Cette bataille est celle de tous les peuples qui souffrent et qui luttent contre les exploiteurs. C'est pourquoi nous autres ROZO (Rezo d'Organisations Zones l'Ouest), lançons un appel international pour exiger la libération de tous les étudiants et membres de la population pauvre arrêtés dans le cadre de ce mouvement. Cette barbarie policière dont nous avons dénoncée ne doit pas immobiliser 'tous ceux qui veulent s'engager dans la lutte au côté des pauvres, des étudiants maintenant, elle doit servir comme un fer de lance pour la construction d'un véritable parti révolutionnaire comme les bolchevicks ont en fait pour renverser la bourgeoisie au pouvoir de leur pays. C'est la tâche la plus urgente de tous les militants révolutionnaires haïtiens pour arriver une société plus juste. La barbarie, comme a dit Marx est intrinsèquement liée au système capitaliste, elle continue tant que dure celui-ci. La seule façon d'en finir, c'est l'abolition du système du capitaliste.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Yves Jean](http://YvesJean.com), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Yves Jean](http://YvesJean.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca